

Remplacement du mazout—Loi

pas voir son adoption. A défaut du fait que le gouvernement ne comprenne pas qu'il devrait justement annuler son plan d'avoir le projet de loi C-24, je suggère fortement que, au moins, il veuille le retarder pendant six mois et qu'il donne aux consommateurs canadiens l'avantage de pouvoir au moins terminer les conversions de système de chauffage qui sont en voie de réalisation dans le moment.

J'aurais beaucoup plus de choses à dire, monsieur le Président, mais malheureusement, étant donné que mon temps de parole est terminé, je suis sûr que d'autres députés comme celui qui a parlé tantôt, le député d'Ottawa-Ouest (M. Daubney), prononceront des discours très éloquentes dans ce dossier.

[Traduction]

M. Ernie Epp (Thunder Bay-Nipigon): Monsieur le Président, ce n'est pas avec joie mais c'est conscient de l'importance de la question que je prends la parole pour poursuivre le débat où je m'oppose à la motion à l'étude.

M. Malone: De quoi s'agit-il?

M. Epp (Thunder Bay-Nipigon): De clôturer le débat sur un projet visant à mettre un terme au Programme d'isolation thermique des maisons canadiennes et au Programme canadien de remplacement du pétrole parce qu'avec la majorité qu'ils ont les conservateurs savent qu'ils peuvent arriver à leurs fins sans difficulté.

Je m'oppose à cette motion et j'alimente le débat en étant parfaitement conscient du fait que c'est important pour nos électeurs qui regardent la télévision. Ils suivent le débat avec un vif intérêt, ce qui n'est pas le cas des simples députés ministériels ni des ministres. Ce qui est regrettable lorsque le pays est dirigé par un gouvernement ayant une forte majorité, c'est qu'il se sent tout-puissant. Il peut concrétiser sa vision de l'avenir quelle qu'elle soit, peu importent les besoins des Canadiens.

Je m'oppose vivement à cette motion. C'était la motion à l'étude avant celle-ci qui aurait dû être adoptée. Cette motion proposait un renvoi à six mois, ce qui aurait permis au gouvernement et aux Canadiens de faire le nécessaire. Il est clair qu'il faut au moins prolonger le Programme de remplacement du pétrole pour permettre aux gens de passer au gaz naturel.

J'en ai parlé très rapidement à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney) lorsque j'ai compris que mes électeurs ne pourraient pas faire transformer leur chauffage compte tenu de l'échéance soudaine du 31 mars. D'autres députés ont parlé depuis lors, dans le débat sur ce projet de loi, des difficultés que pose cette échéance pour les entreprises concernées et pour les propriétaires qui veulent faire transformer leur système car il reste maintenant trop peu de temps, surtout qu'il est impossible de faire ces installations l'hiver. On s'est arraché les réservoirs de propane qui permettraient un changement temporaire pour participer à ce programme et les gens n'ont tout bonnement aucune possibilité d'en profiter.

C'est la raison pour laquelle il faut absolument retarder l'échéance. En refusant d'adopter la motion proposant un renvoi à six mois, le gouvernement a injustement privé mes électeurs et les habitants des autres circonscriptions d'un droit fondamental, celui de participer à un programme important et d'adopter un nouveau système de chauffage qui serait avantageux pour eux et pour le pays.

Si nous semblons avoir assez de pétrole et même une grande réserve à l'heure actuelle, nous savons tous certainement que

cette situation est temporaire. Si nous continuons à gaspiller le pétrole, nous allons avoir de terribles difficultés d'approvisionnement dans un avenir proche. Tout le monde le sait. Je n'arrive pas à imaginer que les conservateurs des régions pétrolières ne s'en rendent pas compte. Il faudrait renoncer à supprimer un programme incitant les gens à remplacer cette ressource importante pour des raisons écologiques et économiques évidentes.

Nous allons maintenant tenir un vote final que le gouvernement va gagner, il le sait; il arrive que les gouvernements manifestent ainsi une certaine arrogance, en voilà un bel exemple. Cette fois-ci, cette attitude est basée sur des considérations économiques et financières à court terme et je crois que le ministre des Finances (M. Wilson) a déjà commencé à s'en rendre compte.

• (1250)

Les députés du parti libéral ont concentré leur attention sur certaines des difficultés qui se présentent à cet égard. Le gouvernement nous a annoncé en novembre dernier sa décision de réduire le déficit, et il l'a périodiquement réaffirmée ces jours derniers. Si l'on entreprend de réduire le déficit au moyen de mesures qui ralentissent l'activité économique, cela aura pour effet d'accroître le déficit en raison de la nature des programmes dont les Canadiens bénéficient depuis longtemps et qu'ils sont déterminés à conserver. La pétition relative à l'assurance-chômage présentée au sommet économique de la semaine dernière démontre que les Canadiens reconnaissent unanimement l'importance de ces programmes. Le gouvernement sait que les possibilités de les modifier sont très limitées. En tentant de s'attaquer directement au déficit, on ne réussit qu'à l'accroître.

Certains d'entre nous comprennent bien ce rapport fondamental, mais s'il se trouve des conservateurs qui le comprennent eux aussi, ils n'ont pas la liberté de le dire ces jours-ci. Il vaut la peine d'examiner un instant le mutisme des ministériels qui ont plus de bon sens. Il est parfaitement clair que les investissements effectués par le gouvernement sont une bonne chose. Personne ne peut nier que les investissements gouvernementaux dans le Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes et le Programme canadien de remplacement du pétrole nous ont appris à mieux économiser l'énergie.

M. Malone: Et fait monter les impôts.

M. Epp (Thunder Bay-Nipigon): Même s'il faut augmenter les impôts ou emprunter, cela demeure néanmoins un investissement qui fait faire au Canada des économies d'énergie. Ceux qui sont convaincus qu'il faut comprimer davantage les dépenses devraient examiner la conjoncture en Colombie-Britannique. Dix-huit mois d'une stratégie semblable ont suffi à montrer qu'on appauvrit ainsi les gens.

Ce n'est pas la sagesse de 1929 qu'il nous faut actuellement, mais bien celle de 1939 qui a su relever l'énorme défi et tirer partie des ressources disponibles. Si le pays a été obligé d'emprunter pendant trois ou quatre ans, du moins les Canadiens avaient du travail. On a fait payer des impôts aux travailleurs et aux entreprises qui les embauchaient, ce qui nous a procuré la prospérité. Grâce à cette sagesse nous avons pu triompher de la guerre et atteindre une réussite industrielle telle que le Canada n'en avait jamais connue et n'en connaîtrait plus. Elle a jeté les bases de longues années de prospérité après la guerre. Il ne reste malheureusement pas un soupçon de cette sagesse dans les rangs conservateurs ces jours-ci.